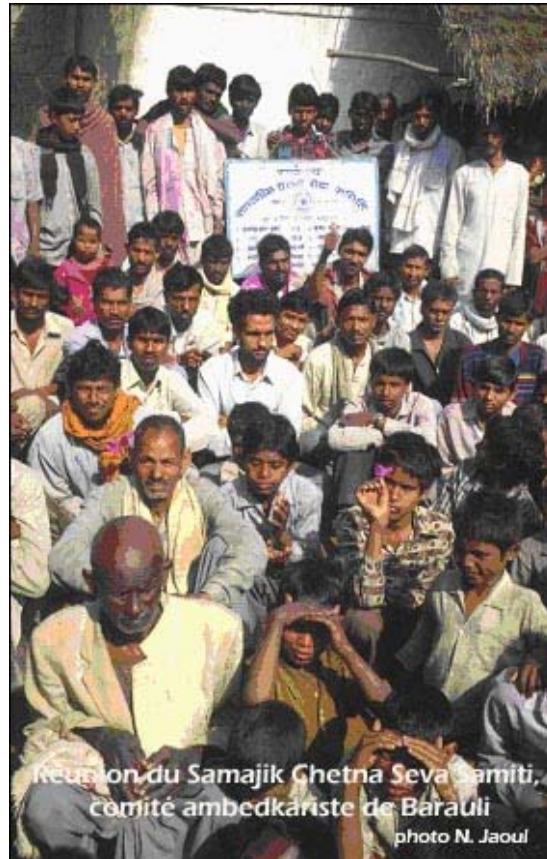


Le mouvement dalit dans les villages d'Uttar Pradesh.



- Introduction -

Les dalits d'Uttar Pradesh ont depuis 1993 vu un parti dirigé par des dalits¹ et prônant une idéologie dalit, accéder au pouvoir. C'est une première en Inde. Ce parti, le BSP, est bien aujourd'hui enraciné dans le paysage politique et social de cet état : c'est le second en termes de votes et il a déjà dirigé trois gouvernements depuis 10 ans.

La condition dalit en est sortie considérablement affectée. D'une part, une classe moyenne de fonctionnaires dalits, présente surtout dans les villes, mais qui entretient des liens politiques avec les villages, a largement bénéficié de cet accès des siens au pouvoir.

¹ Le terme "dalit" désigne les « intouchables » et signifie « opprimé ». C'est un terme à consonance militante, qui a remplacé l'euphémisme gandhien de « harijan » (« peuple de Dieu ») jugé condescendant par les intéressés. C'est aussi un substitut de « scheduled castes », la catégorie administrative forgée en 1935 pour désigner les castes considérées comme « intouchables » par les autorités coloniales. Déjà employé à la période coloniale, mais de façon plus neutre, « dalit » a été popularisé par le mouvement révolutionnaire des Dalit Panthers à partir des années 1970. Son usage s'est diffusé en Uttar Pradesh avec les progrès du militantisme ambedkariste au cours des années 1980 et s'est généralisé dans les années 1990.

D'autre part, la grande majorité de dalits pauvres, concentrée principalement dans les villages, a su mettre à profit cette nouvelle donne en développant ses connections avec ces hauts fonctionnaires dalits.

Bien que les gouvernements du BSP soient un facteur décisif de cette évolution sans précédent des villages, il serait cependant erroné de n'y voir qu'un phénomène d' « empowerment » par le haut, une vision institutionnelle en termes de gouvernance qui dérobe en quelques sortes la paysannerie pauvre de sa participation historique à ce mouvement. Je souhaite au contraire montrer que ces développements sont le fruit de la politisation des villageois dalits et de leurs luttes pour faire appliquer des lois qui existent en leur faveur.

Etant donné que ce mouvement se nourrit tout autant des aspirations et des frustrations des dalits scolarisés et socialement mobiles que de celles du prolétariat rural, fédérant ainsi sous une même aspiration à la dignité sociale des préoccupations objectivement diverses, la question reste posée de savoir quelle place ce mouvement veut-il ou peut-il donner à la question agraire ?

Je commencerai par rappeler le contexte agraire et la façon dont l'ambedkarisme a pénétré les villages, via une frange instruite et socialement mobile.

J'évoquerai ensuite les mesures prises par les gouvernements BSP en faveur des dalits.

Enfin, je rapporterai la façon dont les villageois dalits perçoivent ce nouveau contexte en prenant des exemples dans le district de Kanpur Dehat. J'évoquerai notamment leurs critiques d'un parti qui, bien qu'il s'enlise dans la politique politicienne et soit décalé des aspirations matérielles de sa base, reste malgré tout leur principal atout.

- Des ratés de la réforme agraire à la politisation -

La réforme agraire, votée par l'assemblée d'Uttar Pradesh en 1952, fut largement contournée par les anciens zamindars et appliquée aux détriments des dalits, leur main d'oeuvre. En 1960, le « land ceiling act », qui limite la taille des propriétés (de 20,8 Hectares au double selon la qualité de la terre), fut également contournée par la division des propriétés entre frères, la plantation d'arbres fruitiers et la création de fausses coopératives. Lorsque la loi fut appliquée, les « terres en surplus », confiées à la gestion

des panchayats de village pour un usage communal, ne représentaient plus que 1,3% de la surface agraire de la province (et souvent de mauvaise qualité)².

Au cours des années 1960, la situation des exploitants marginaux se dégrade. Les recensements d'Uttar Pradesh de 1961 et 1971 montrent que le pourcentage de mazdurs (« ouvriers agricoles ») passe de 15,03% à 25,78% de la population active au cours de cette décennie. A partir des années 1970, la mécanisation partielle des exploitations joue en défaveur de ce prolétariat agricole, de plus en plus confronté au chômage saisonnier. En 1976, le gouvernement d'Indira Gandhi décrète un programme en vingt points de lutte contre la pauvreté qui prévoit la redistribution des terres en surplus détenues par le panchayat depuis 1960. Des titres de propriété concernant 520 000 Hectares sont distribués aux paysans sans terres. Cependant, le processus est à nouveau entravé par des administrations locales qui sont sous la coupe de cliques dominantes et qui bloquent la redistribution en omettant de venir identifier les parcelles. Seulement 11,6 % de ces terres seront effectivement distribuées³. Pour expliquer ces ratés de la redistribution agraire (ainsi que nombre de leurs problèmes), les dalits ayant vécu cette époque évoquent l'illettrisme, qui empêche de connaître ses droits et de savoir les faire valoir dans les administrations.

En 1977, l'arrivée au pouvoir du gouvernement Janata Party en Uttar Pradesh va porter un coup d'arrêt au populisme agraire du parti du Congrès. La politique agraire de la nouvelle coalition, qui joue en faveur de la paysannerie entrepreneuriale des castes intermédiaires, va avoir un impact négatif pour la paysannerie pauvre⁴. La question de la redistribution des terres en surplus prévue par le « Twenty Points Program » va tout simplement disparaître de l'agenda du gouvernement⁵.

D'autres bénéficiaires du « Twenty Points Program » comme l'aide gouvernementale à la construction de maisons en ciment pour les membres des « Scheduled Castes » (le terme officiel désignant les dalits, voir note 1), vont être de plus en plus accaparés par de faux bénéficiaires connectés aux réseaux d'élus.

²Brass, Paul : *Factional Politics in an Indian state : The Congress Party in Uttar Pradesh*, Bombay, Oxford University Press, 1966.

³Kohli, Atul : *Uttar Pradesh : Political fragmentation, Middle Peasant Dominance, and the Neglect of Reforms*. in : *The State and Poverty in India*. Cambridge University Press, 1987.

⁴Kohli, Atul : *Uttar Pradesh : Political Fragmentation...*, op. cit.

⁵Kohli affirme que « *la négligence des réformes agraires fut un changement délibéré de politique (...) Les réformes agraires se trouvèrent éliminées en tant que but de politique publique durant le régime du Janata (Party) en Uttar Pradesh.* » Kohli, Atul : *Uttar Pradesh : Political fragmentation*, op. cit., p 216 (ma traduction de l'anglais).

Alors que les dalits avaient été dépendants des hautes castes du village dans leurs rapports avec l'administration, l'augmentation des taux d'alphabétisation va avoir un impact considérable pour l'émancipation. Les chiffres du recensement de 1981 donnent un taux d'alphabétisation des « Scheduled Castes » de seulement 14,96 %, mais avec de très fortes différences entre les sexes (24,82 % chez les hommes et 3,89 % chez les femmes). Le taux d'intouchables diplômés est de 11 %⁶. Ces diplômés restent souvent au village le temps de trouver un emploi. Leur présence dans les villages va jouer un rôle de ferment de la contestation et engendrer la montée des tensions sociales entre intouchables et propriétaires terriens et de nombreux incidents d'atrocités.

En mars 1981, le groupe radical des Dalit Panthers, né au Maharashtra une décennie plus tôt, s'implante en Inde du nord. Il regroupe la jeunesse dalit radicalisée et ses leaders locaux sont de jeunes chamars diplômés victimes du chômage qui souhaitent réagir aux « atrocités » (terme officiel désignant les crimes d'intouchabilité) et populariser Ambedkar. Selon le leader de Kanpur, diplômé en sciences politiques et fils de chauffeur de bus, les Dalit Panthers comptaient dans les années 1980 soixante mille membres dans l'ensemble de l'Uttar Pradesh, dont dix mille dans la région de Kanpur⁷. Le premier but de l'organisation était de réagir aux « atrocités » (le terme consacré dans la presse pour évoquer ces violences anti-dalits). Des hauts fonctionnaires chamars leur apportèrent discrètement un soutien financier. Le 20 Janvier 1982, les Dalit Panthers organisent un *jail bhara andolan* (« mouvement remplissez les prisons! ») face aux grilles de l'assemblée provinciale de Lucknow, pour protester, selon la formulation de leur tract, contre le « *laisser faire et les mensonges* » du gouvernement concernant les événements des villages de Dehuli et de Sarhpur⁸. Le district de Mainpuri, où avaient eu lieu coup sur coup ces massacres, en enregistra un troisième, dans le village de Solapur, où neuf intouchables furent assassinés. Dans le village de Singhpur du district de Kanpur, six dalits de la caste des dhobis furent assassinés en 1987. Chacun de ces massacres donna lieu à des manifestations. Les défilés avec les corps des victimes étaient généralement tendus. Dans quatre cas, il y eut des confrontations physiques avec la police : à Barabanki,

⁶Census of India, 1981, part IV, A(1), Social and Cultural Tables, repris in: Singh, A.K.: *Social Structure and Development Process. A Study of Scheduled Castes of Uttar Pradesh (1971-91)*. In: Lal, A.K., Ahmad, Sami S.: *Social Change in Post Independence India* G.B. Pant Social Institute, Allahabad. New Delhi, Rawat Publications, 2001, pp. 141-157.

⁷Ces chiffres qui correspondent au nombre de cartes de membres distribuées dépassent de loin le nombre de militants actifs de l'organisation.

⁸*Bharatya Dalit Panther Lucknow 20 January se. Tract des Uttar Pradesh Bharatya Dalit Panthers*, janvier 1982.

à Lucknow, à Aligarh et à Agra, les militants jetèrent des pierres sur les bâtiments de la police et de l'administration. La radicalité de leurs protestations peut s'illustrer par le slogan qui conclut les tracts : "*Jay Bheem ke nare par, khun bahne to bahne do*" ("S'il faut que le sang se répande à cause du slogan Jay Bheem (« victoire à Ambedkar »), qu'il se répande !").

- L'implantation rurale du BSP -

La seconde moitié des années 1980 va voir le militantisme dalit se généraliser dans les villages d'Uttar Pradesh via les mobilisations électorales du Bahujan Samaj Party, « parti de la communauté majoritaire », qui vise l'électorat des basses castes et des minorités, mais dont les militants et l'électorat sont en majorité dalits. Ce parti est fondé en 1984 par Kanshi Ram, un ingénieur dalit originaire du Pendjab, fondateur d'une organisation de fonctionnaires dalits (le BAMCEF), dont le programme consiste à se mobiliser en faveur de ceux « restés derrière ». Le BSP obtient de bons résultats à des élections complémentaires en 1985 et 1987 et s'avère rapidement une menace pour la survie politique du Congrès auquel il prend son électorat dalit. Des comités ambedkaristes de village sont formés par des étudiants dalits et reliés aux cellules du parti implantées au niveau des blocs, la plus petite unité administrative après le village. A la fin des années 1980, ces comités locaux sont présents sur l'ensemble du territoire de la province. Durant la campagne électorale de 1989, des campagnes de propagande à bicyclette sont organisées à l'échelle du district et passent dans les villages en criant les slogans suivants : "*Arakshan koi bhik nahi, adhikar hamara he*" ("nous ne mendions pas les réservations, elles sont notre droit"); "*Vote se lenge C.M.-P.M., Mandal se lenge S.P.-D.M.*" ("nous prendrons les postes de *Prime Minister* et de *Chief Minister* grâce aux votes, ceux de *District Magistrate* et de *Superintendent of Police* grâce aux réservations."). Ces slogans expriment ainsi des revendications liées à la représentation politique et administrative, mais ne contiennent aucune revendication agraire.

La veille de ces élections, au cours desquelles le parti obtient ses premiers élus provinciaux et nationaux, les militants organisent des conseils dans leurs villages. L'engagement politique fut accompagné du développement du culte d'Ambedkar et d'une dimension culturelle de rejet de l'hindouisme. Un des enjeux importants pour les militants était d'affirmer une forme de contrôle symbolique de l'espace du village. Ainsi, l'organisation d'un meeting ou l'installation d'un buste d'Ambedkar dans les villages était une façon de marquer symboliquement ce nouveau pouvoir émergent des dalits. Ces

statues ont souvent généré d'après conflits qui ont aidé à rassembler l'ensemble des communautés défavorisées du village autour du symbole.

La période 1991-1992, durant laquelle le BJP est au pouvoir en Uttar Pradesh, voit une augmentation des tensions rurales. A partir de 1991, où le centenaire d'Ambedkar est célébré officiellement au niveau national, ces statues deviennent de plus en plus en vogue. Les villageois dalits les installent parfois à l'insu des hautes castes, sur des terres communales, faisant écho à de vieilles rancœurs liées à la non distribution des terres en surplus. Grâce à la revue de presse conservée par la famille d'un militant BSP de Kanpur Dehat, Anil Yadav (qui sera assassiné en 1996⁹), j'ai pu reconstituer un calendrier approximatif des *dharna* de protestation organisés à Kanpur par la section locale du *B.S.P* entre 1991 et 1993. Ces documents dont la datation omet souvent l'année, mais dont j'ai pu supposer la date en fonction de leur disposition dans l'agenda d'Anil, témoignent de l'importance prise par ces statues ainsi que par la répression des hautes castes. Comme l'a montré une enquête parue dans *Economic and Political Weekly*, ces violences étaient généralement soutenues par les élus BJP et l'administration locale¹⁰.

Ces mobilisations locales se répartissent entre des enjeux locaux concernant la redistribution des terres, le marquage symbolique de l'espace et le refus des humiliations par les dalits, ainsi que l'attitude biaisée et hostile de la police à leur égard, et des enjeux plus généraux concernant la politique du gouvernement provincial. Alors que la totalité des mobilisations locales sont liées plus ou moins directement à des conflits agraires, la revendication agraire ne dépasse pas le niveau local, reflétant une stratégie de la hiérarchie du parti qui entend se tenir à distance de ces conflits de caste/classe.

- L'impact rural des participations du BSP au pouvoir -

La participation du BSP au gouvernement d'alliance avec le Samajwadi Party (parti dominé par la caste des yadavs), entre décembre 1993 et juin 1995, confirme le décalage entre la base dalit et ses aspirations agraires et le leadership du parti. La participation du BSP au gouvernement d'alliance avec le Samajwadi Party (parti

⁹ Hari Kishan Srivastav, qui se dit gandhien, est soupçonné par la famille d'Anil Yadav d'avoir commandité son meurtre en 1996. Ils étaient en compétition pour obtenir la candidature du parti dans la circonscription de Chobeypur. L'ironie est que Srivastav, un ancien élu du parti du Congrès puis du BJP, appartenant à une haute caste, et qui obtient finalement cette investiture du BSP et parvient à se faire élire, joua un rôle d'incitateur dans un des incidents de violence anti-dalit rapportés dans cette liste.

¹⁰Dhar, Hiranmay : *Uttar Pradesh. Escalating Violence on Harijans*. *Economic and Political Weekly*, 19-9-1992, pp. 2023-2024.

socialiste, issu d'une faction du Janata Dal, dirigé par Mulayam Singh Yadav et dominé par la caste des yadavs appartenant aux Other Backward Castes), entre décembre 1993 et juin 1995, confirme le décalage entre la base dalit et ses aspirations agraires et le leadership du parti. Alors que la coalition SP-BSP symbolisait l'unité entre OBCs et dalits, cette période va voir leurs relations se dégrader. La participation du BSP au pouvoir crée en effet des attentes inédites parmi le prolétariat rural ainsi qu'une affirmation sans précédent des dalits, qui se traduit par une véritable « frénésie » d'installation de statues d'Ambedkar sur les terrains communaux des villages. Cette technique d'affirmation des dalits dans l'espace villageois englobe la revendication de redistribution des terres communales dans un message plus général d'affirmation de la fierté et des droits constitutionnels des dalits, symbolisés par ces statues d'Ambedkar tenant la Constitution. Ces statues vont cristalliser les tensions sociales dans les campagnes. Pour les quatre premiers mois de 1994, C. Jaffrelot évoque soixante incidents liés à des installations de statues, faisant vingt et une victimes. Il note aussi l'évolution dramatique du nombre de violences répertoriées à l'encontre des dalits en Uttar Pradesh entre l'année 1989-90, où 1067 cas sont recensés, et l'année 1995, où 14 966 cas sont recensés¹¹. Cette évolution témoigne d'une forte tension rurale, bien qu'elle doive être relativisée du fait de l'accès inédit des dalits aux administrations locales, qui contraste avec une ancienne tendance qui consistait de la part de l'administration locale à ignorer leurs plaintes.

Ces tensions rurales furent étiquetées « guerres de caste » dans la presse, d'une façon exagérée qui relève d'une véhémence campagne de dénonciation du gouvernement et de ce que ses adversaires appellent le « castéisme à l'envers ».

Le BSP afficha son indifférence face à l'escalade de la violence entre OBC et dalits. A plusieurs reprises, il fut évident que le BSP entendait minimiser ces incidents pour ne pas précipiter de crise politique. De plus, le parti veilla à ne pas apparaître comme le protecteur des seuls intérêts des dalits car l'extension de sa base électorale aux OBC constituait sa priorité stratégique. Or, les kurmis, une caste d'OBC visée par cette stratégie, se firent remarquer pour les violences infligées aux dalits dans la région d'Allahabad, où leurs leaders étaient pourtant associés de longue date au BSP. Le plus médiatisé de ces incidents d'atrocités fut celui de Dauna, un village proche d'Allahabad où en janvier 1994 une femme dalit fut déshabillée, attachée sur un âne et exhibée à

¹¹ Jaffrelot, Christophe : *The Bahujan Samaj Party in North India : No Longer Just a Dalit Party? Comparative Studies of South Asia, Africa, and the Middle East*, vol. 18 n° 1 (1998), pp. 35-51.

travers le village¹². Plutôt que de perdre le soutien des kurmis de la région, et malgré les plaintes de ses militants locaux, le leadership du BSP ignore délibérément l'incident¹³.

En mars 1994, des villageois dalits s'opposèrent à la police des environs de Meerut, qui tentait de déplacer une statue d'Ambedkar. La fusillade de la police fit deux morts et trente blessés et il y eut 600 arrestations dans le couvre-feu qui suivit. En guise de réaction, Mayavati, la responsable provinciale du parti, se désolidarisa de ses militants et contesta l'installation de cette statue¹⁴. En juin 1995, la tension entre les deux partenaires de la coalition ainsi qu'entre leur base sociale respective eurentt raison du gouvernement. Le BJP, tâchant de profiter des tensions entre dalits et OBCs pour tenter de gagner l'électorat dalit, offrit alors au BSP de diriger un gouvernement d'alliance. Ainsi, le 5 juin 1995, Mayavati, une ancienne institutrice chamar, fut nommée Chief Minister. Dès la formation de son gouvernement, Mayavati met en place une politique de welfare ciblée en faveur des dalits. Le programme le plus spectaculaire concerne le développement des villages Ambedkar, villages à forte concentration de Scheduled Castes.

qui consiste d'une part à mettre en application d'anciennes mesures restées lettre morte ou à en intensifier l'ampleur et d'autre part en de nouvelles mesures. De nouveaux titres de propriété sont ainsi distribués aux paysans sans-terre, concernant une surface d'un peu plus de 27 000 hectares. Selon les chiffres officiels, 158 000 familles prennent effectivement possession des parcelles qui leur reviennent, mais nous verrons que ces prises de possession sont loin d'aller de soi et qu'elles impliquent des luttes au sein des villages. Des bourses de scolarité primaire sont instaurées en faveur des enfants dalits; le budget du programme d'aide à la construction de maisons en briques et en ciment (*Indira Niwas Yojna*) inclus dans le programme en vingt points est multiplié par quatre; des programmes pour l'aide au mariage et pour l'emploi des femmes dalits sont mis en place. En faveur des étudiants dalits, des centres de préparation aux examens de la haute administration sont ouverts, ainsi que de nouveaux foyers.

Le programme le plus spectaculaire concerne le développement des villages Ambedkar (*Ambedkar Gram Vikas Yojna*). Ce programme de développement prioritaire des villages à forte concentration de Scheduled Castes avait été mis en place lors du premier

¹² Le conflit fut déclenché après que cette femme ait grondé un enfant kurmi ayant grappillé des petits pois dans son champ. Il y avait un conflit de propriété sous-jacent entre cette femme et ses agresseurs.

¹³ *The Times of India* (Lucknow), 15-4-1994.

¹⁴ Pai, Sudha : *Dalit Assertion and The Unfinished Democratic Revolution : The Bahujan Samaj Party in Uttar Pradesh*. New Delhi, Sage Publications, 2002.

gouvernement de Mulayam Singh Yadav à l'occasion du centenaire d'Ambedkar (1991). Mayavati lui donne un statut prioritaire et en baisse le seuil d'éligibilité, de 50% de la population du village appartenant aux Scheduled Castes (ce qui représentait 11 524 villages) à 22% (25 000 villages), un nouveau taux qui correspond à leur proportion dans la population d'Uttar Pradesh. Pour l'année 1997, le programme est appliqué à 4 613 villages¹⁵, dont les postes de pradhans (« maires ») sont réservés aux Scheduled Castes. Il prévoit dans chacun de ces villages la construction d'une nouvelle école, la réalisation de travaux d'assainissement, l'installation de pompes à eau, le revêtement des routes extérieures et intérieures et le raccordement au réseau électrique. La presse provinciale va tenter de discréditer ces programmes de développement en soulignant que ce sont les mieux lotis des dalits qui en profitent. Certes, les pradhans dalits qui les mettent en application ont souvent profité personnellement de ces fonds de développement, montrant que la corruption n'est le monopole d'aucun groupe. Il est de plus avéré que ces programmes, ainsi que les changements induits par la politique de Mayavati ont permis à une frange mieux lotie et instruite de dalits d'affirmer leur position socio-économique¹⁶, comme on le verra à propos du village de Barauli. Cependant, les bénéficiaires ne se limitent pas à cette catégorie.

Le second volet de cette politique, consistant à nommer des hauts fonctionnaires dalits aux postes de District Magistrate et de superintendant of police, va être également très critiqué par la presse et les milieux dominants, qui n'y voient qu'une pratique dévoyée de l'administration par Mayavati. La presse n'y voit en effet qu'un moyen de faire rentrer l'argent de la corruption dans les caisses noires du parti, faisant écho au stéréotype répandu dans les milieux de haute caste, du haut fonctionnaire dalit avide de profit personnel parce qu'ayant connu la misère avant d'accéder à cette promotion sociale. Ces nominations vont en réalité transformer le rapport des dalits à une administration qui avait jusque là été vécue comme hostile et hautaine. Afin de la rendre plus accessible et réceptive aux problèmes des dalits, des postes de « welfare officers » sont mis en place dans chaque district pour superviser l'application de la politique en faveur des Scheduled Castes. Une commission pour l'application du *S.C.-S.T. (Prevention of Atrocities) Act*, la loi qui punit les crimes liés à l'intouchabilité, est installée dans chaque district,

¹⁵ *Maya Raj. Sunday*, 28-9-1997.

¹⁶ Mishra, Amaresh : *From 'Gunda Raj' to 'Kanoon Raj'*. *Economic and Political Weekly*, 21-6-1997.

accompagnée d'un décret demandant aux autorités locales de veiller à ce que les plaintes des Scheduled Castes soient effectivement enregistrées. Les prérogatives du *S.C.-S.T. Commission* provincial, chargé de superviser l'action de l'administration en faveur des Scheduled Castes et des Scheduled Tribes (les populations tribales, quasi absentes en UP), sont étendues, notamment par la possibilité de convoquer des administrateurs suspectés de négliger cette population. De plus, afin de rendre l'administration plus accessible, Mayavati décide la création de deux nouveaux districts.

Dans plusieurs déclarations, Mayavati invitera ses militants à s'adresser à elle directement au cas où l'administration ne donnerait pas un poids suffisant à leurs requêtes¹⁷. Les agissements de l'administration locale furent de fait soumis à la vigilance des leaders locaux du parti, qui par l'intermédiaire d'un député provincial ou d'un ministre issu de la circonscription, pouvaient faire remonter leurs plaintes jusqu'au gouvernement. C'est ce que montre l'exemple de B.P. Sagar, un élu du district de Kanpur Dehat originaire d'une famille pauvre d'un village de ce district, qui devient ministre de l'éducation du gouvernement Mayavati en 1995 et 1997. Il affirme que malgré son travail de ministre à Lucknow, il tentait d'être présent dans sa circonscription afin de soutenir les luttes des dalits: *“Quand j'étais ministre, les gens qui me suivaient chaque jour étaient des pauvres. J'allais tout le temps rendre visite aux pauvres et aux dalits. Et je faisais pression sur l'administration afin qu'elle prenne en compte leurs demandes. Une fois que le ministre B.P. Sagar est venu dans votre maison, plus personne ne peut oser vous ennuyer, et les hautes castes ne vous harcèleront plus”*¹⁸.

Comme ce fut aussi le cas des militants du BJP et de ceux du SP lors du règne de leurs partis respectifs, ceux du BSP vont au cours de cette période Mayavati parfois abuser de la situation, par exemple en prenant d'assaut des trains pour se rendre à des meetings de leur parti dans d'autres états, sous l'œil passif d'une police n'osant pas intervenir par crainte de représailles administratives¹⁹. Cette faculté de mettre au pas une administration dominée par les hautes castes va révéler la poigne de Mayavati. En revanche, cet autoritarisme s'accompagne aussi d'une tentative de mettre au pas le mouvement dalit.

¹⁷Interview de Dina Prasad Kureel, 22-3-2001, Vishnupuri, Kanpur.

¹⁸Interview de Bhagwati Prasad Sagar, 30-4-2000, Barra, Kanpur.

¹⁹*BSP Activists Run Amuck at Kanpur Rrlwy Station, the Times of India* (Lucknow), 2-10-1995. Un proverbe populaire existe pour caractériser ces allers-retours gratuits : *“Jana free, ana free, pakar jao to khana free!”* (« Aller gratuit, retour gratuit, si tu te fais attraper, c'est le manger gratuit! ». Il y a un jeu de mot sur « manger », qui évoque à la fois le repas servi au poste de police mais aussi l'expression « manger » des coups de bâton (« *lathi khana* ».)

Ainsi, dès son arrivée au pouvoir, Mayavati ordonne aux sections locales de son parti de ne plus organiser de dharnas contre les administrations locales. Ses directives et son autorité à la tête du gouvernement doivent selon elle suffire.

Contrairement à cette idée de Mayavati selon laquelle le contrôle de l'administration peut permettre de faire appliquer les mesures gouvernementales en faveur des dalits, mon travail de terrain à Kanpur Dehat m'a montré que l'application de ces mesures de redistribution ou d'installation de parcs Ambedkar ne se faisait pas sans démarches vis-à-vis de l'administration locale, et que cela générait souvent des tensions avec les castes dominantes dans les villages. De ce point de vue, la présence d'un mouvement dalit local capable de se mobiliser pour obtenir le soutien de l'administration semble déterminante. A Kanpur Dehat, ce leadership est assuré par Dhaniram Panther, le leader des Dalit Panthers de la région, qui dispose d'un carnet d'adresses très fourni en hauts fonctionnaires dalits et excelle dans l'art de les faire intervenir. À Belahpara Karan, un village où les grands propriétaires de haute caste occupent illégalement les terres communales, les dalits installèrent une statue d'Ambedkar en 1995. La nuit suivante des thakurs et des brahmanes en détruisirent le socle. Le leader Dalit Panther fût prévenu et revint avec la police, qui veilla à la réinstallation de la statue et assura un campement de deux mois près d'elle pour assurer sa protection.

A Panigaon²⁰, Les thakurs et les brahmanes cultivent illégalement les terres communales censées être redistribuées aux sans-terres. Parmi les détenteurs de *patta* (titres de propriété), bénéficiaires potentiels de la redistribution, on compte un tiers d'OBC et deux tiers de dalits. En 1997, Dhaniram fût appelé par les militants de Panigaon pour faire aboutir la redistribution. Il vint accompagné du District Magistrate, qui est un de ses amis dalits, ainsi que d'un camion de la police provinciale. L'identification ainsi que la redistribution des terres eut lieu, puis les hauts fonctionnaires, la police et Dhaniram quittèrent le village. Les villageois, craignant des représailles, montèrent la garde la nuit pendant une semaine. Leurs craintes étaient fondées : des bandits thakurs avaient élu domicile dans un temple en construction appartenant à leur chef de bande. Ils se soûlaient le soir, molestaient les femmes et avaient commis des viols dans un village voisin. Quelques temps après la distribution des terres, leur chef fut de retour au village et fit battre publiquement quatre chamars. Une foule de dalits et d'OBCs, femmes comprises, s'insurgea et lyncha le bandit à coups de bâtons et de jets de briques. Les thakurs

²⁰Le nom du village a été modifié.

dépôtèrent une plainte à la police contre dix-neuf personnes. Dhaniram Panther fût appelé à la rescousse et négocia l'annulation de la plainte avec les policiers, qui furent favorables à cette solution « à l'amiable ». Ayant reçu l'ordre de tendre une embuscade²¹ au bandit, ils estimèrent, selon la rumeur qui circule parmi les dalits des villages avoisinants, que les villageois avaient en quelque sorte devancé l'appel! Ils acceptèrent de classer l'affaire contre une somme d'argent. Les dalits et les OBC de Panigaon collectèrent 35 000 roupies. Le *First Information Report* fût annulé suite à un compromis (« *samjhauta*») entre les plaignants et les personnes nommées dans la plainte²².

Ainsi, dans la région de Kanpur où les élus du BSP sont jugés généralement peu fiables par les dalits, ce sont les Dalit Panthers qui ont repris le flambeau de l'activisme. Cette concurrence à la base exprime aussi une critique de l'évolution du BSP en tant que parti de pouvoir et affirme la nécessité d'un authentique mouvement dalit à l'écart du champ politique, réputé corrompu et corrupteur. Lors du second mandat de Mayavati en 1997, celle-ci verra d'un mauvais œil cette concurrence et n'hésitera pas à réprimer certaines organisations, emprisonnant par exemple Dhaniram Panther et d'autres activistes ambedkaristes de la région de Kanpur sous de faux prétextes.

Enfin, l'ambitieuse politique symbolique d'ambedkarisation du territoire représente le troisième aspect de cette politique, d'ailleurs le plus controversé. Cela consista à installer d'imposantes statues d'Ambedkar aux ronds points, à renommer des universités ou des districts et à faire construire des parcs en l'honneur de grandes icônes vénérées par le BSP. Il s'agit de fondateurs du mouvement anti-caste comme Ambedkar, Sahuji Maharaj, Jyotiba Phule, Bouddha, Maha Maya (la mère du Bouddha), Sant Kabir, Sant Ravidas et d'autres héros et héroïnes intouchables oubliés de l'historiographie nationale comme Jhalkaribaï, la servante dévouée de la reine de Jhansi qui se livra aux britanniques pour l'aider à fuir lors de la révolte de 1857.

Cette politique symbolique va également avoir un aspect villageois. Officialisant une pratique des militants du BSP qui avait consisté à installer des statues d'Ambedkar dans les villages, un décret recommande en effet aux administrations de district de mettre à

²¹« *L'encounter* » est une méthode d'exécution extra-judiciaire à laquelle la police indienne a recours dans sa lutte contre le banditisme et les insurrections populaires. Elle consiste à simuler une fusillade.

²²Selon un dalit, la présence de ce bandit constituait une source de tracasseries également pour les thakurs, qui furent eux aussi soulagés par sa disparition.

disposition un demi acre (0,26 Hectare) de terrain communal dans chaque village afin d'y installer un « parc Ambedkar ».

Le bilan du second gouvernement Mayavati fût jugé « désastreux » par la presse, soulignant le déficit budgétaire laissé derrière elle (25 milliards de roupies selon le magazine *Sunday*²³) et s'indignant de la construction de parcs coûteux et "inutiles". La corruption de Mayavati fût également soulignée. Mendelsohn et Vicziany affirment qu'elle ne fut probablement pas supérieure à celle des régimes précédents, mais sans doute seulement plus visible²⁴. La presse et l'opposition politique condamnèrent les abus d'utilisation *S.C.-S.T. (Prevention of Atrocities) Act*, affirmant qu'il avait été détourné par les dalits pour « harceler » leurs ennemis sous de « faux prétextes », un abus que confirment Jeffrey et Lerche²⁵. Cependant, tout comme la corruption des gouvernements Mayavati qu'ils évoquent, ces abus n'ont rien d'exceptionnel et ne font que mettre les dalits au diapason de pratiques répandues qui préexistent largement.

Malgré ces critiques, les initiatives de Mayavati à la tête de la province ont joui d'une grande popularité auprès des dalits. Mendelsohn et Vicziany notent que, "*condamnée à une écrasante majorité par la presse, ses mesures semblent avoir amené une certaine satisfaction chez les gens ordinaires, habituellement soumis à l'arrogance et à la dureté officielle*"²⁶. Pradeep Kumar souligne que le problème des pauvres en milieu rural correspond davantage à l'inaccessibilité des ressources qu'à leur indisponibilité, un problème qui justifie selon lui la politique de promotion d'administrateurs dalits à des positions locales de pouvoir. Ces trois auteurs s'accordent sur le fait que l'accessibilité inédite de l'administration constitue le principal point positif de son régime.

Le 20 septembre 1997, lorsque Mayavati cède sa place à Kalyan Singh, le premier geste de ce dernier sera une circulaire administrative demandant aux administrations locales d'intervenir contre les « abus » d'utilisation du *S.C.-S.T. (Prevention of Atrocities) Act*. Cette nouvelle circulaire constituait, d'une façon à peine voilée par la notion « d'abus »,

²³ Maya Raj. *Balkanisation of UP, Deifying of Ambedkar and Rampant Corruption Sum up the ABC of Mayavati's Rule in UP. Sunday*, 28-9-1997.

²⁴ Les auteurs notent que "*la corruption officielle est comme un art qui s'apprend*". Mendelsohn, O. & Vicziany, M. : *The Untouchables. Subordination, Poverty and the State in Modern India*. New Delhi, Cambridge University Press, 1998, p. 229 (ma traduction de l'anglais).

²⁵ Jeffrey, Craig & Lerche, Jens: "Dimensions of dominance: class and the state in Uttar Pradesh", In Fuller, C.J. & Bénéï, Véronique, *The everyday state & society in Modern India*, New Delhi, Social science press, 2000, pp. 91-114.

²⁶ Mendelsohn, O & Vicziany, M : *The Untouchables...*, op. cit (ma traduction de l'anglais). Kumar, Pradeep : *Dalits and the BSP in Uttar Pradesh*, *Economic and Political Weekly*, 3-4-1999, vol. 34 n° 14.

une incitation à ne plus enregistrer les plaintes des dalits. Les travaux du parc Ambedkar de Lucknow sont également arrêtés et le *B.J.P.* nomme une commission d'enquête sur la corruption de son gouvernement. Mayavati se dit alors victime de « castéisme » et interprète ces mesures comme une « insulte » contre l'ensemble de la population dalit²⁷. Les villageois dalits semblent quant à eux partagés entre une condamnation de la corruption qui a gagné leurs propres élites une fois au pouvoir et un soutien inconditionnel à Mayavati, qui a su défendre activement leurs intérêts à travers sa politique. Certains militants idéalistes, qui voyaient dans le BSP un espoir de régénérer la démocratie indienne, se montrent cependant déçus ou amers en soulignant que l'opportunisme a certes facilité l'accès du parti au pouvoir, mais qu'il a aussi gâté le fruit de leurs efforts et de leurs luttes.

- Acquis et limites du mouvement dalit dans les villages -

Jean Drèze et Haris Gazdar dressent un constat alarmant sur la pauvreté dans les campagnes d'Uttar Pradesh, un état dont est rurale où 48 % d'une population rurale, qui représente 80 % de la population totale, vit en dessous du seuil de pauvreté (contre 42% de la population urbaine)²⁸. Selon les mêmes auteurs, les politiques de micro crédit de l'Integrated Rural Development Program, permettant d'acquérir un animal à lait ou à viande, sont entravées par la corruption des institutions locales. *“Les pratiques frauduleuses incluent une sélection à grande échelle de bénéficiaires inéligibles, le mépris des normes prescrites de consultation des villageois et l'extorsion endémique de pots de vin par les managers de banques, les gram sevak (élus du conseil villageois) et autres responsables du gouvernement”*²⁹.

Le taux d'alphabétisme de la population rurale de plus de 7 ans, de 52 % chez les hommes et 19 % chez les femmes, descend à respectivement 39 % et 8 % chez les Scheduled Castes. Comparés à ceux de 1981, ces chiffres montrent ainsi un net progrès, mais une persistance des inégalités selon le sexe et la caste.

²⁷ Interview with Mayawati, *Frontline* (Madras), 14-11-97 (ma traduction de l'anglais).

²⁸ Drèze, Jean et Gazdar, Haris : *Uttar Pradesh. The Burden of Inertia*. in : Drèze, Jean et Sen, Amartya : *Indian Development. Selected Regional Perspectives*. New Delhi, Oxford University Press, 1996. *Poverty in India. The Challenge of Uttar Pradesh*. World Bank Document. Poverty Reduction and Economic Management Sector Unit. South Asia Region, 2002.

²⁹ Drèze, Jean & Gazdar, Haris : *Uttar Pradesh....*, op. cit., note 104 p. 92 (ma traduction de l'anglais).

Certes, les gouvernements BSP ont permis un progrès en construisant des écoles et en ouvrant les administrations locales aux requêtes des dalits. Cependant, la réalité de ces progrès BSP dépend encore largement de la capacité des dalits à les faire appliquer et à se faire respecter dans leur village. De ce point de vue, il existe une dichotomie entre villages selon la force numérique des dalits. Dans les villages où les dalits sont en nombre suffisant pour tenir les castes dominantes en respect, ces progrès sont maximum, alors que dans les villages où ils vivent en petit nombre, d'ailleurs souvent dans des hameaux isolés (bastis) à l'écart du village principal, ils sont parfois privés de ces bénéfices. Cette répartition inégale des bénéfices des gouvernements du BSP a d'ailleurs été renforcée par le programme des « villages Ambedkar », qui s'est limité à développer les villages où les dalits sont nombreux. Dans ce nouveau contexte, dans quelle mesure et selon quelles contraintes le militantisme dalit parvient-il à générer les améliorations souhaitées?

Le recours de plus en plus fréquent du BSP à des candidats recrutés en dehors de sa base militante et même parmi les hautes castes, explique un personnel élu de plus en plus opportuniste et indifférent à ses électeurs. Les investitures du parti sont en effet littéralement vendues à des candidats attirés par les profits qu'ils peuvent retirer de leur élection, qui est facilitée par le fait que le BSP dispose d'une banque de vote stable. Cette évolution est synonyme de dépossession pour les villageois dalits, de plus en plus fréquemment privés du soutien des élus du parti dans les conflits locaux qui les opposent aux castes dominantes.

L'attitude de Pyarelal Sankhvar, le nouveau député national de Ghatampur, dans le conflit du village de Savalpur, révèle cette dépossession politique des dalits. Le fait que Pyarelal puisse se positionner contre les dalits dans des conflits locaux tout en restant fidèle au parti (contrairement à d'autres exemples d'élus du BSP passés dans d'autres partis suite à leur élection et qui deviennent dès lors indifférents au sort de leurs électeurs dalits) montre que la gestion du parti elle-même est en cause. Cet ancien élu provincial du Janata Dal était en réalité un fantoche utilisé par une clique de puissants propriétaires terriens yadavs ayant besoin d'un candidat Scheduled Caste pour cette circonscription réservée. Alors qu'un ancien militant du BSP était censé se présenter aux élections de 1999, il obtint l'investiture au dernier moment grâce à une somme d'argent versée par ses « maîtres » yadavs à Mayavati.

Pyarelal Sankhvar a ainsi gagné les élections de 1999 de justesse grâce à l'électorat des dalits ainsi qu'au complément d'une partie de l'électorat yadav faisant allégeance à cette clique. Lors d'une visite à la boutique de téléphonie qui sert de local du BSP à

Ghatampur, les militants m'ont affirmé que le nouveau député ne travaillait que pour ses "maîtres" yadavs, expliquant de façon métaphorique que sa « laisse » était dans leur main, et qu'« *on ne mord pas la main qui nourrit* ». Lorsque Pyarelal entra dans le bureau, il fût à peine salué par les militants, un accueil d'une froideur très atypique pour un député national en visite dans sa circonscription. Et pour cause : il avait à plusieurs reprises pris parti contre des militants du parti dans ses arbitrages de conflit³⁰.

Sa position dans le conflit de Savalpur fut principalement à l'origine de cette mauvaise réputation. Dans ce village les dalits sont tous sans-terre ou disposent au mieux de surfaces marginales d'un à deux bighas. Les thakurs, possédant de petites exploitations d'environ 10 bighas, sont également pauvres et certains vivent du banditisme. La tension entre les dalits et les thakurs remonte à 1990, lorsque ces derniers incendièrent la maison d'un dalit après une altercation liée à un conflit de propriété. En mars 1992, les dalits répliquèrent en installant une statue d'Ambedkar sur une parcelle de terre communale occupée illégalement par leurs ennemis. Ceux-ci organisèrent un raid punitif et détruisirent la statue. En février 2001 les thakurs organisèrent un raid nocturne pour supprimer un dalit afin qu'il ne témoigne pas au procès en cours. Ne le trouvant pas, ils tuèrent son père. Ils obtinrent d'un ministre du gouvernement provincial du BJP, Devendra Bhole Singh « Thakur », qu'il intervienne auprès de la police. En conséquence, l'accusation fut retournée contre le fils de la victime. Celui-ci se retrouva accusé dans le rapport de la police (« First Information Report ») d'avoir assassiné son propre père pour hériter de sa propriété. Le « Chief Officer » du commissariat (« thana ») de police de Mangalpur était pourtant un chamar. Selon les dalits, il accepta un pot de vin (« ghus ») de 50 000 roupies.

Le député BSP fût contacté par les dalits, mais au poste de police, il approuva la version des thakurs, qui avait déjà été entérinée³¹. Le fils de la victime ainsi qu'un autre militant dalit furent mis en prison préventive. Selon les dalits, il aurait été impossible à leur député de s'opposer à une version soutenue par le ministre BJP, car ce dernier avait officieusement soutenu sa campagne électorale au terme d'un arrangement avec la clique locale du Janata Dal. En effet, il avait préféré soutenir le BSP afin d'orchestrer la défaite d'une candidate de son parti acquise à une faction adverse. Les dalits de Savalpur se

³⁰Interview de B.P. Sagar, 30-4-2000, Barra, Kanpur.

³¹Interview de Vinod Sankhvar (habitant de Savalpur), 20-3-2001, Mac Robertsganj, Kanpur.

tournèrent alors eux aussi vers les Dalit Panthers de Kanpur, qui défendirent leur cas avec zèle et finirent par obtenir la libération des deux dalits incarcérés.

Cela montre la façon dont des organisations « non politiques » comme les Dalit Panthers reprennent le flambeau de la lutte et s'opposent par principe au BSP tout en appréciant ses passages au pouvoir, qui met l'administration de leur côté et facilite ainsi leurs luttes. Cependant, l'opportunisme du BSP touche également ces organisations dalits d'une autre façon, ce qui renforce encore le sentiment de dépossession des villageois dalits. Il m'est notamment apparu, au cours des quatre années où j'ai fréquenté les Dalit Panthers de Kanpur que les déplacements de leur leader dans les villages se sont raréfiés, au profit d'une implication croissante dans le leadership des organisations bouddhistes des Dalits des classes moyennes urbaines. Cette évolution obéit à une logique financière de l'organisation, qui voit ses dépenses augmenter en raison de ses activités culturelles de masse, comme l'organisation de grands défilés et de festivals, ainsi que de conversions collectives au bouddhisme. Pourtant derrière cette évolution culturelle, les revendications de classe du prolétariat rural confèrent une dimension révolutionnaire larvée au mouvement.

Lors d'un dharna des Dalit Panthers contre des atrocités ayant eu lieu dans le village de Laukaha, un mazdur (un diplômé chômeur qui avait perdu un bras dans un accident du travail) fit un discours évoquant les frustrations liées aux promesses non abouties de l'Indépendance. Il replaça la condition faite aux mazdur dans l'histoire du pays. Son bilan était qu'après cinquante ans d'Indépendance nationale, la stagnation de la condition des pauvres créait une situation révolutionnaire: *“Cinquante ans après l'Indépendance, on n'a toujours pas senti le moindre souffle de liberté. (...) Avec des couteaux, des fusils et des bombes, on pourra faire changer les choses. (...) Une révolution va peut-être naître à Laukaha ou dans un village de Kanpur Dehat ou à Kanpur.*³²”

Les militants ambedkaristes tentent cependant de contenir cette aspiration révolutionnaire sans doute dangereuse au profit d'une logique plus pacifique de progrès par l'éducation et la prise de pouvoir démocratique. Lors d'une réunion électorale convoquée par les militants du BSP dans le village de Barauli j'eus l'occasion d'entendre des militants villageois s'adressant à leur auditoire (exclusivement masculin).

³²Dharna des Dalit Panthers, 6-5-1999, Kachehri, Kanpur.

Il y eut une série d'interventions très révélatrices sur la formule d'Ambedkar "Instruisez-vous, organisez-vous, lutez!". Un paysan pauvre lança le thème en affirmant que Kanshi Ram avait remis les termes dans le bon ordre, alors que d'autres avant lui s'étaient trompés d'ordre, disant : "Instruisez-vous, lutez, organisez-vous!", un enchaînement moins logique puisqu'il vaut mieux commencer à s'organiser avant de lutter. Il conclut cette amorce de réflexion théorique sur le caractère spontané ou organisé de la lutte sur l'importance de conserver l'ordre voulu par Ambedkar, comme de la conservation fidèle de tout ce qui avait émané de lui. Babuji, un instituteur et commerçant Dalit, rappela que le mouvement d'Ambedkar n'était pas destiné à prendre les biens des riches par la violence. Les castes dominantes, bien armées, avaient la capacité d'anéantir ceux qui s'en prendraient à leur propriété. Il souligna que les progrès accomplis par les dalits étaient le fruit de leur effort pour suivre la "voie d'Ambedkar", dont le premier précepte était "Instruis toi !". Une fois seulement cela accompli, venaient les deux autres préceptes : "Organise-toi, lutte!". Il ajouta que seuls les dalits instruits pouvaient avoir conscience de leurs droits et l'assise économique pour pouvoir lutter. L'homme pauvre, non éduqué, devait avant tout se préoccuper de remplir son estomac. Il appela son auditoire à scolariser leurs enfants et à en faire des hauts fonctionnaires, qui grâce à cette position seraient en mesure de délivrer le pays du castéisme.

Rajesh Diwakar, jeune chômeur ayant reçu une formation d'instituteur et qui avait été parmi ceux qui introduisirent le BSP dans le village, rappela quant à lui (mais sans avoir l'air d'objecter aux propos de l'instituteur) qu'Ambedkar s'était appuyé sur le soutien inconditionnel des pauvres et avait dû faire face aux "trahisons" de dalits instruits.

Le fait que ce responsable local du BSP attribue à Ambedkar une action en faveur des élites dalits et qu'il n'ait selon lui « rien fait » pour les pauvres révèle une conscience du fait que le mouvement dalit est avant tout orienté vers la mobilité sociale des dalits et qu'il se distingue en cela d'un mouvement de classe. Rajesh termina la réunion en appelant les pauvres à reconduire leur soutien électoral au parti, malgré la nomination de Pyarelal Sankhwar à la place d'un militant de la base comme candidat, qui avait fait naître un ressentiment des militants, ainsi que fait croître les désillusions vis-à-vis de la gestion opportuniste du parti.

- Conclusion : mobilisations dalits et dynamiques de classe -

Le mouvement dalit a permis aux villageois dalits de se désenclaver en améliorant sensiblement leur accès aux institutions et en leur permettant de tisser un réseau de

pouvoir. Ce mouvement contribue ainsi au dynamisme contemporain des villages et à l'émergence de nouvelles aspirations de la part de la paysannerie pauvre, décidée à poursuivre son effort de scolarisation et à annihiler l'ordre de caste, quitte à entrer dans des conflits violents pour affirmer ses droits et sa citoyenneté.

La stratégie de prise de pouvoir démocratique est devenue l'unique motif du BSP, aux dépens d'une lutte spécifique pour les salaires agricoles et l'accès aux terres. La force de conviction du BSP s'est cependant nourrie de la congruence entre caste et classe dans les villages, lui permettant ainsi d'englober les inégalités matérielles dans son discours sur les inégalités de castes. L'implantation du BSP dans les villages a elle-même cristallisé les tensions de classe entre le prolétariat agricole et les castes dominantes, sur fonds de ratés successifs de la réforme agraire. Même si le BSP a donné une voix et une assurance nouvelle au prolétariat rural, il n'a en revanche pas formulé de revendications matérielles, évitant par exemple de constituer en enjeu politique la question des parcelles non redistribuées du « Twenty Points Program ».

Alors que les gouvernements BSP ont mis en place des administrations locales favorables au règlement de la question, aboutissant à des redistributions effectives, la question des parcelles reste laissée à une politique du cas par cas, dépendant d'initiatives locales de militants et débouchant généralement sur des conflits.

Du fait de s'inscrire à contre-courant par rapport à une gestion de l'Inde qui élude de plus en plus la pauvreté et les services publics au profit de la compétitivité sur le marché mondial, une redéfinition de la lutte des dalits en termes agraires et de classe, mènerait très probablement ce mouvement vers la violence et la répression. Certains discours exaspérés de la paysannerie pauvre montrent que ce point de rupture n'est pas éloigné. Les progrès de la compétence politique de ces milieux commencent à engendrer des vocations révolutionnaires, que les marxistes « naxalites » du CPI-ML (Liberation) ont commencé à capter récemment dans l'Est de la province via leur syndicat du prolétariat agricole.